

La Lettre des Élus Communistes du Conseil Régional de Basse-Normandie



Ensemble, sauvons le CREPS d'Houlgate!

Le CREPS d'Houlgate est un établissement public de formation de grande qualité, comme d'ailleurs l'ensemble des CREPS sur le territoire français et aujourd'hui, à l'annonce de la décision de fermer la moitié des CREPS, dont celui de notre Région, sans aucune concertation avec les personnels ou avec les Collectivités – alors que le Président de Région avait interpellé le Secrétaire d'État aux Sports Bernard LAPORTE à Falaise début octobre sur l'avenir des CREPS, sans aucune réponse de sa part – la moitié des CREPS sont sur la sellette.

C'est une vive émotion dans la Région. Hier, il y avait une assemblée et une conférence de presse en présence du Président du Conseil d'Administration du CREPS lui-même, du Maire d'Houlgate, des représentants du CRAJEP, des syndicats des enseignants d'éducation physique et des délégués du personnel. Unaniment, quelle que soit la sensibilité politique de ceux qui étaient présents, c'est une condamnation forte de la politique gouvernementale dans ce domaine qui s'est exprimée.

Bien évidemment, en ce qui concerne la question des CREPS, est avancée encore une fois la question de la Réforme Générale des Politiques Publiques (RGPP). Mais derrière ces soi-disant économies que le gouvernement voudrait faire, il faut savoir qu'à travers la décision d'exercer une pression forte sur tout le mouvement sportif, sur l'éducation populaire, c'est toute la politique jeunesse qui est en cause. C'est tout un projet de société que le gouvernement entend nous imposer. Le gouvernement abandonne sa jeunesse et voudrait faire une société de précarité et de vie par intérim. **Nous ne pouvons pas l'accepter !**

Derrière ça, c'est une réforme historique sur laquelle s'engage le gouvernement et ce sont des choix politiques, simples, d'aller vers l'élitisme, vers une société de compétition – d'ailleurs, cela s'appelle la « Réforme sur la compétitivité du sport français » - une politique de désengagement et de transfert de l'État, bien sûr sans les moyens, c'est surtout une **politique de privatisation de la formation**, car chacun ici sait que les CREPS sont des lieux d'accueil du mouvement sportif, lieux d'accueil des activités populaires, des lieux d'accueil et de formation aux métiers du sport et de l'animation.

Derrière cette volonté de briser les compétences, d'humilier les savoir-faire et les personnels, c'est tout le domaine de l'éducation, de la formation, de la recherche et de l'université qui est bradé. **C'est une remise en cause de l'unicité des formations, une remise en cause du droit et de l'égalité d'accès à la connaissance et aux formations.**

Nous ne pouvons laisser faire. Je rappelle quand même que cette assemblée, il n'y a pas si longtemps, en accord avec l'État, a dégagé 2 millions d'euros pour la modernisation du CREPS d'Houlgate, qui est aujourd'hui modernisé à 80%. 2 millions d'euros d'argent public, à égalité entre l'État et la Région.

Quelle est l'ambition du gouvernement ? De faire que ce site extraordinaire soit livré encore une fois au privé, parce que derrière se cache un affairisme conséquent ?

Les lycéens nous ont montré qu'ils ne veulent plus de la marchandisation des activités. En obligeant le Ministre à repousser sa réforme sur les lycées, ils montrent qu'ils **veulent aujourd'hui une société de justice, d'égalité, de liberté, une société où l'on peut travailler ensemble, où l'on peut se respecter.**

Aujourd'hui, on ne peut plus avoir les deux fers au feu comme le fait la Droite, en votant toutes les mesures du gouvernement qui permettent de démanteler l'ensemble du secteur public, qui permettent de fragiliser les territoires et venir ensuite pleurer dans les territoires.

Comment allons-nous agir ensemble pour arrêter ce gâchis d'argent public, ce gâchis de savoir-faire et de compétences ? Comment allons-nous nous rassembler pour répondre à la volonté de l'ensemble d'un territoire pour maintenir ce formidable outil de formation, de connaissance et de pratique de l'ensemble du mouvement sportif ? **C'est pour toutes ces raisons que nous devons tous nous mobiliser!**

Marie-Jeanne GOBERT

Vice-Présidente de la Région

Déléguée à la Jeunesse, aux Sports et à la Vie Associative

Motion : La Région soutient les associations de Jeunesse et d'Éducation Populaire

L'Assemblée plénière a adopté à l'unanimité une motion présentée par la majorité régionale soutenant les associations de Jeunesse et d'Éducation Populaire.

Dans le projet de loi de finances pour 2009, les crédits consacrés à la jeunesse et à la vie associative diminuent de 11%, et le Ministère de l'Éducation annonce que le financement des actions des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public sera amputé de 25%, s'ajoutant à la suppression en septembre 2009 de tous les postes d'enseignants qui étaient mis à disposition auprès de ces associations, fragilisant ainsi des milliers d'associations et de bénévoles dans leurs engagements.

Ces mesures sont manifestement le fruit d'une volonté politique qui considère le système marchand comme la voie unique de développement, au détriment de toute autre forme d'action au sein de la cité.

Les associations de jeunesse et d'Éducation Populaire jouent un rôle essentiel auprès des citoyens, notamment les plus défavorisés en contribuant quotidiennement à la vie culturelle, à l'accompagnement éducatif et à la cohésion sociale.

La Région Basse-Normandie

- réitère son soutien à l'action associative, considérant qu'elle participe à l'émancipation des individus, à la cohésion sociale et à l'attractivité des territoires;

- dénonce la politique gouvernementale qui menace gravement l'avenir du secteur associatif;

- soutient l'appel des associations et demande au Gouvernement de maintenir les moyens qui leur sont alloués pour 2008 et de renoncer aux restrictions budgétaires prévues pour 2009;

- demande au gouvernement de mettre en œuvre un système de financement pérenne qui apporte au monde associatif la reconnaissance et le soutien nécessaires à la poursuite de sa mission de service public et de ses activités en faveur de la population.

Les profits financiers se sont attaqués à nous!

L'année dernière, lors des Orientations Budgétaires, nous affirmions qu'il faudrait s'attaquer aux profits financiers pour satisfaire un bon niveau de service à la population dans le cadre de nos compétences. Avec la crise financière qui nous frappe, c'est bien l'inverse qui s'est passé. Nous posons alors deux questions : pourquoi ne pas réorienter le rôle de la Banque Centrale Européenne pour qu'elle finance ces investissements, et pourquoi ne pas reconsidérer les critères de Maastricht qui nous étouffent? Ces questions sont maintenant de pleine actualité, et c'est dans un contexte très particulier d'un capitalisme en difficulté que nous votons notre Budget Primitif 2009.

Les sacro saints critères de Maastricht ont éclaté pour sauver la finance, ils peuvent bien aussi éclater pour sauver l'emploi, les services publics et le pouvoir d'achat!

Et si l'on relançait l'économie française en redonnant à la question des salaires et des revenus toute la place centrale qu'elle doit occuper? Il nous faut plus que des miettes pour que chacun dans ce pays puisse se loger et manger à sa faim. La France qui se lève tôt, si chère à l'UMP, a besoin de se lever tôt pour vivre. Et avec la politique menée actuellement, ce sont des dizaines de milliers de personnes qui n'auront plus besoin de se lever.

L'emploi est la préoccupation majeure de nos concitoyens. L'emploi va mal dans notre Région, comme dans l'ensemble de notre pays. C'est là qu'est l'origine réelle de la crise que nous subissons aujourd'hui. En baissant sans cesse le coût du travail au détriment des salaires, la politique de la droite favorise l'accumulation de masses financières qui recherchent dans la spéculation une rémunération toujours plus forte et qui, pour cela, n'hésitent pas à fermer des entreprises. **La chute du pouvoir d'achat fait chuter la croissance.**

Il n'est pas besoin de se cacher derrière les sois disants effets d'une mondialisation, c'est l'exigence prioritaire de profit financier immédiat qui prévaut sur une politique de développement d'emplois durables et bien rémunérés qui pourtant seraient si indispensables aux bas-normands. Il faut que ces politiques désastreuses cessent, notre Région peut dès maintenant y contribuer en marquant fortement nos exigences en terme de créations d'emplois au travers des aides que nous versons aux entreprises. Il faut cesser d'aider les entreprises qui n'ont pour objectif que de réduire la masse salariale et augmenter leur taux de rentabilité financière, il faut au contraire aider celles qui ont la volonté et le projet de créer des emplois.

73% des investissements en France sont réalisés par les collectivités territoriales, mettre en difficulté ces collectivités, c'est porter un coup à ces investissements, c'est porter un coup à ce que d'aucun découvre aujourd'hui, l'économie réelle.

Notre préoccupation en tant qu'élus n'est pas de satisfaire la bourse et les banquiers, mais nos citoyens bas-normands, et en priorité toutes celles et tous ceux qui sont privés d'emploi. Il faut taxer les produits financiers, créer un grand pôle de crédit public et réorienter l'argent vers l'économie réelle.

Cette crise qui nous frappe met en évidence **l'exigence de démocratie qui grandit face à cette droite liberticide**. Nous avons su dans cette Région, depuis 2004, montrer comment l'intervention citoyenne était utile et nécessaire au développement de notre Région.

Cette intervention citoyenne est le bon chemin pour la réunification de la Normandie, pour laquelle doit être construit un projet économique et social pour les Normands, discuté par les Normands et approuvé par les normands par référendum populaire.

Elle est le bon chemin pour une Europe sociale et solidaire. Nous ne pouvons accepter que le vote des Irlandais, tout comme celui des Français, contre le Traité de Constitution Européenne, soit balayé d'un revers de main. Les règles démocratiques doivent être respectées, autrement, il n'y a plus de démocratie.

Elle est, enfin, le bon chemin lorsqu'il s'agit de modifier les structures administratives et politiques de notre pays. Il est scandaleux de penser que le mille feuille des structures administratives soit évoqué pour sournoisement évincer la gauche des Départements et des Régions. Si ces structures doivent être modifiées, elles doivent l'être au grand jour, devant le peuple, devant les normands et être validées par un référendum.

La démocratie doit être le fondement de tout acte politique.

Jean CHATELAIS
Président du Groupe

Réforme Générale des Politiques Publiques, urgence à moderniser, mais dans quel but?

Aujourd'hui, il y a urgence à moderniser et à transformer la société, mais dans quel but et dans quel sens? Est-ce pour répondre aux attentes de toutes les générations, attentes qui sont très fortes? De la souffrance, il y en a, nous sommes dans une Région où le nombre d'habitants vivant sous le seuil de pauvreté est supérieur à la moyenne nationale. Est-ce que nous allons dans le sens d'une modernisation qui réponde aux attentes des citoyens et à leur épanouissement, notamment pour la jeunesse, ou est-ce qu'on sert une logique de concurrence, de compétitivité, de marchandisation?

Aujourd'hui, si les jeunes, notamment, se sont mobilisés en force avec les associations, les parents d'élèves et les syndicats d'enseignants contre les réformes actuelles, c'est parce que **ces réformes ne modernisent pas**. Elles cassent le système, elles **vont à l'inverse des attentes**, et c'est c'est pour cela qu'elles ne sont pas comprises.

Ces réformes ne sont pas acceptables au regard des ambitions que nous avons pour notre société.

La tâche de Préfet n'est pas facile, mais elle le serait peut-être plus si l'État et le gouvernement faisaient d'autres choix. J'ose espérer que les mobilisations amèneront le gouvernement à reculer, comme il a su le faire sur le CPE ou en suspendant sa réforme de l'enseignement.

Dernièrement, l'État a débloqué 360 milliards d'euros pour les banques en quelques heures. Donc, de l'argent, il y en a!

L'État nous assène que la Réforme Générale des Politiques Publiques est historique et qu'elle découle de choix politiques. C'est un avis que nous partageons complètement, parce que dans le même temps où l'on débloque 360 milliards d'euros pour les banques, on demande à la Fonction Publique d'économiser 7 milliards et de supprimer des milliers de postes. On voit qu'il y a un **vrai fossé entre ce que l'on donne à certains et ce que l'on prends à d'autres!**

Cette politique de désengagement et de transfert, nous ne pouvons l'accepter. Elle va à l'encontre de ce que les Conseillers Régionaux font, depuis 2004, c'est-à-dire essayer de répondre aux besoins et aux attentes de la population bas-normande.

Marie-Jeanne GOBERT

Vice-Présidente de la Région déléguée à la jeunesse, aux Sports et à la Vie Associative

Budget Primitif 2009

Commission 1 - Finances, personnel, plan, affaires générales, enjeux et politiques de la filière cheval

- ☞ Ressources humaines : multiplication par 3 de la masse salariale par l'absorption des personnels TOS.
- ☞ Bâtiments régionaux : effort conséquent sur les investissements pour les travaux dans les lycées : accroissement des crédits de 64%.

Commission 2 - Recherche et innovation, affaires internationales et européennes

- ☞ Recherche et innovation : poursuite des grands projets structurants SPIRAL 2 et ARCHADE, création du Centre d'e Recherche et Développement ADRIA à Saint-Lô.
- ☞ Affaires internationales et européennes : organisation de manifestations transnationales dans le cadre de la présidence de l'Arc Atlantique et intensification des relations avec la Chine et le Canada.

Commission 3 - Développement économique, commerce, artisanat, emploi, économie sociale et solidaire

- ☞ Emploi : objectif de création de 500 emplois tremplin atteint en 2009.
- ☞ Développement économique : déploiement de la gouvernance des associations porteuses des pôles de compétitivité et des filières.
- ☞ Économie sociale et solidaire : poursuite du soutien aux têtes de réseau.

Commission 4 - Aménagement du territoire, transports, ports et communications

- ☞ Aménagement du territoire : poursuite des travaux de rétablissement du caractère maritime du Mont Saint Michel, élaborations des 21 programmes d'actions 2008-2010 portés par les Pays, les Parcs Naturels Régionaux et les Agglomérations, poursuite de l'accueil des nouvelles populations dans les territoires ruraux.
- ☞ Transports : modernisation de la ligne Paris—Caen—Cherbourg, mise en place du Schéma Régional des Infrastructures et des transports, poursuite de la rénovation du matériel Corail, valorisation de la nouvelle gamme tarifaire pour le réseau TER, poursuite des travaux sur les grands projets routiers du CPER (A88, RN174, ...), poursuite de la mise en œuvre de la politique d'incitation à l'usage du vélo.
- ☞ Ports : financement des études préparatoires à des investissements et à la remise à niveau d'infrastructures pour Cherbourg et Caen-Ouistreham.
- ☞ TIC : développement du haut débit pour tous et préparation des territoires à l'arrivée du très haut débit.

Commission 5 - Éducation, enseignement supérieur, environnement et développement durable

- ☞ Enseignement : accompagnement des familles pour réduire les inégalités d'accès à la formation, reconstruction de la faculté de médecine, constitution d'un pôle de formation des métiers de la santé, construction d'une école d'ergothérapie, pédicurie et podologie, gratuité des études d'aides soignantes, d'auxiliaires de puériculture et d'ambulanciers.
- ☞ Environnement et développement durable : consolidation du programme Défi'NeRgie, projet de classement des sites emblématiques du Débarquement au patrimoine mondiale par l'UNESCO, expérimentation d'actions en faveur du covoiturage à l'échelle régionale.

Commission 6 - Formation tout au long de la vie

- ☞ Renforcement des actions qui visent une meilleure information sur les métiers et la promotion des secteurs d'excellence.
- ☞ Reconstruction du CFA du bâtiment de l'Orne.

Commission 7 - Jeunesse, culture, sports et loisirs, relations internationales, coopération décentralisée et droits de l'homme

- ☞ Jeunesse, sport et vie associative : Cart@too, aboutissement de la candidature à l'organisation des Jeux Équestres mondiaux 2014, mise en place d'un événement régional permettant de capitaliser l'ensemble des actions menées en direction de la jeunesse, consolidation du partenariat avec le mouvement associatif régional, engagement d'une étude préfigurant la création d'un lieu d'hébergement des sportifs de haut niveau.
- ☞ Culture : mise en place des premiers relais culturels régionaux, développement du projet de pôle régional d'art contemporain
- ☞ Coopération décentralisée et droits de l'homme : mise en œuvre des accords de coopération décentralisée en Atsinanana à Madagascar et en République de Macédoine.

Commission 8 - Solidarités, politique de la ville, logement, santé, handicap

- ☞ Solidarités : définition d'une politique pérenne dédiée au logement des jeunes
- ☞ Politique de la ville : réalisation d'opérations de rénovation sur les quartiers urbains sensibles
- ☞ Santé : mise en œuvre de la charte partenariale sur l'offre de soins ambulatoires et sur le déploiement des pôles de santé libéraux.

Commission 9 - Ruralité, agriculture durable, tourisme et littoral

- ☞ Agriculture : mise en œuvre de la politique qualité, pilotage réaffirmé de l'Institut de Pathologie du Cheval, animation d'un réseau des régions équines européennes.
- ☞ Ressources marines : accompagnement des secteurs de la pêche et de la conchyliculture dans leurs efforts d'adaptation et de restructuration
- ☞ Tourisme : adoption du Schéma Régional de Développement du Tourisme des Régions de Haute et de Basse-Normandie

Les événements de 2008...

Session plénière des 14 et 15 février : Budget primitif 2008

- **Budget primitif** : D'un montant de 599.385.000 euros, soit en augmentation de 11% par rapport à l'exercice précédent, le BP 2008 a été adopté à l'unanimité par les Conseillers Régionaux. Il se ventile ainsi :

- ☞ Aménagement du territoire, Transports, Ports, Communication : 147.295.000 € (24.57%)
- ☞ Éducation, Enseignement supérieur, Environnement; Développement durable : 120.457.002 € (20.10%)
- ☞ Finances, Personnel, Plan, Affaires générales : 96.960.681 € (16.18%)
- ☞ Développement économique, Commerce, Artisanat, Recherche, Innovation : 37.900.000 € (6.32%)
- ☞ Jeunesse, Culture, Sports, Relations internationales, Coopération décentralisée, Droits de l'homme : 29.297.553 € (4.89%)
- ☞ Ruralité, Agriculture durable, Tourisme, littoral : 17.950.000 € (2.99%)
- ☞ Solidarités, politique de la ville, Logement, Santé, Handicap : 12.558.428 € (2.10%)
- ☞ Emploi et reconversion industrielle, Économie sociale et solidaire : 10.564.850 € (1.76%)

- Adoption des conclusions d'un rapport relatif à la création d'une liaison ferroviaire directe sur Corail Intercités entre Paris et Saint-Lô

- Adoption à l'unanimité des conclusions du rapport relatif à la convention de partenariat entre le Département de l'Orne et la Région Basse-Normandie

Session plénière du 3 avril : changement d'exécutif suite aux élections municipales

Suite aux élections municipales qui ont conduit Philippe DURON à la Mairie de Caen, Laurent BEAUVAIS devient le nouveau Président de Région, premier Président venant du département de l'Orne. Marie-Jeanne GOBERT devient donc la 3ème Vice-Présidente de la Région, et le renouvellement de la Commission permanente confirme la place de Jean-Claude FORAFO.

Session plénière du 20 juin

- Adoption à l'unanimité de l'Agenda 21 régional. Comme le rappelle Jean-Claude FORAFO, il y a besoin de construire un nouveau mode de développement solidaire, au service de l'épanouissement humain, du développement de chacun, respectueux des territoires, de leur équilibre, de l'avenir de la planète et de ses ressources. L'application de l'Agenda 21 dans notre Région est un instrument positif de changement économique et social pour les citoyens.

- Renforcement de la tarification « Form'emploi » et refonte des tarifications ferroviaires
- Modification du dispositif Cart@too, pour élargir l'offre culturelle et sportive
- Revalorisation des taux et des plafonds de ressources pour les bourses sanitaires et sociales (*formations sociales, paramédicales et sages-femmes*)

Session plénière du 24 octobre

- Sous l'égide de Marie-Jeanne GOBERT, la région attribue une bourse exceptionnelle aux trois athlètes bas-normands qui ont participé aux Jeux Paralympiques de Pékin.

- Présenté par Pierre MOURARET, le Schéma Directeur d'Accessibilité du Réseau TER Basse-Normandie est adopté à l'unanimité

- Adoption à l'unanimité de l'application de la gratuité aux élèves redoublants en formation aide-soignant, auxiliaire de puériculture et ambulancier

- Pierre MOURARET intervient sur la situation dramatique vécue par les salariés d'EUROCEL, entreprise de Dives-sur-Mer sacrifiée sur l'autel de la rentabilité par les financiers

Session plénière du 7 novembre

- Au moment de déposer le dossier de candidature de la Normandie pour l'organisation des jeux Équestres Mondiaux 2014, Marie-Jeanne GOBERT, rappelle la responsabilité que la région de faire que ces jeux soient une fête grand public du cheval. Elle insiste sur la nécessité que la Région soit attentive à ce que les conditions d'emplois, de statuts, de salaires, de conditions de travail trouvent dans ces jeux un nouvel élan et des améliorations.

- Pierre MOURARET présente le Plan Régional de Déplacement des Voyageurs, qui permettra d'engager la concertation en vue de l'élaboration du futur Schéma Régional des Infrastructures et des Transports, qui est adopté à l'unanimité.